

La réalité économique et social fondamentale de l'Union européenne tient en un mot de cinq lettres le mot CRISE :

- CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE avec les terribles ravages sociaux que nous connaissons, ravages sociaux dont tout le monde sous estime encore la profondeur et la violence.
- CRISE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE, car si l'absence de légitimité démocratique qui est le sceau de toutes les institutions européennes à l'exception du Parlement, était supportable en temps normal, elle devient intolérable en période de crise majeure. Les institutions européenne ne sont pas victimes de la crise, elles sont un élément de la crise, elles participent de cette crise
- CRISE DE CIVILISATION car c'est notre modèle même de développement basé sur la concurrence, la course à la productivité et la suprématie technologique occidentale, qui est en train de s'effondrer. La société européenne fondée sur L'Economie sociale de marché est l'agonie depuis Aout 2007.

Oui **La crise est là en Europe.** Elle est passée de l'univers de la finance au monde réel. Les "rois de la finance" commencent à faire payer la crise de leur système à l'ensemble de la société. **Cela fait mal, très mal. Intérimaires à la rue, zéro embauche pour les jeunes, désindustrialisations et licenciements massifs, crédits inexistant pour le commun des mortels, explosions des frais bancaires. Dans le bâtiment, les services, l'automobile, la destruction de centaines de milliers d'emplois est déjà programmée.**

Par une habile mise en scène et un sens indéniable du politique, Nicolas Sarkozy a donné l'illusion, lors de sa présidence, que l'Union européenne réagissait à la crise d'une manière dynamique et efficace. Fidèle à sa stratégie politique, Sarkozy a essayé « de tout changer pour que rien ne change » en Europe.

Mais la réalité a été, est et reste bien différente. Dans les faits les institutions européennes, en particulier la Commission et la Banque centrale européenne (BCE), ont été complètement prises à contre-pied par les événements depuis août 2007. D'abord, la Commission et la BCE ont nié puis minimisé la gravité de la crise et sa contagion à l'Union européenne et à la zone Euro. Ainsi, la BCE a préféré d'août 2007 à octobre 2008, poursuivre sa croisade pour tirer vers le bas, les salaires faibles et moyens afin de combattre une inflation. Or les hausses de prix ne tiraient pas leur origine d'une très imaginaire surchauffe salariale, mais de spéculations sur les matières premières et le pétrole, du fait de la tentative de substituer à la bulle immobilière, une bulle matière première et pétrole.

Les différents plans de relance et les initiatives politiques anti crises ont été le fait des gouvernements nationaux. La Commission européenne n'a fait qu'entériner des décisions nationales qui ont souvent passé totalement outre la lettre et l'esprit des

Traités européens que cela soit en matière d'aides publiques aux entreprises, de non respect de la « concurrence libre et non faussée », ou des normes de déficits publics.

Ainsi le plan anti crise de 200 milliards d'Euro de la Commission européenne n'est que la collation de l'ensemble des plans nationaux, auxquels a été rajouté quelques mesures dont certaines qui pourraient être positives comme les prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) aux PMI/PME ; s'ils étaient assortis de garanties sur l'emploi et la formation.

Certes l'existence de l'Euro a permis d'éviter des fluctuations erratiques des taux de change et d'intérêt. Mais un résultat analogue aurait été obtenu par le contrôle des changes et de la circulation des capitaux de court terme. A l'heure actuelle, la politique de l'Euro fort, l'indépendance de la BCE et la divergence accrue des économies de la zone euro, coûtent un point de croissance et des centaines de milliers d'emplois à notre pays. Si demain, Barak Obama menait une politique monétaire agressive pour préserver l'industrie américaine, ou si la confiance en la solvabilité de la dette souveraine des États-Unis venait à être mise en doute, le risque d'une dislocation de la zone euro deviendrait d'actualité.

La situation dramatique de l'industrie automobile européenne donne un exemple édifiant de l'incapacité congénitale de la Commission européenne à répondre à la crise en particulier en termes d'emplois.

Au vingtième siècle, à partir de la rupture technologique que représentait le moteur à explosion à 4 temps, l'industrie automobile s'est construite autour du développement des classes moyennes et de l'accès facile de celle-ci au crédit ;

Aujourd'hui, ce modèle économique connaît une crise mondiale et profonde. Les classes moyennes salariées qui formaient le socle de la demande d'automobile sont en voie de paupérisation et leur solvabilité devient problématique. Dans le même mouvement, la crise financière a débouché sur une crise générale du crédit, qui affecte à la fois le financement de l'achat des véhicules par les particuliers et les PMI/PME du secteur disposant de peu de fonds propres.

Or face à cette crise majeure d'une industrie qui génèrent directement plus de 7% des emplois de l'Union européenne, la seule réponse de la Commission européenne est d'attaquer l'États-Unis devant l'OMC pour leur plan de relance de l'industrie, d'empêcher les aides d'État aux constructeurs automobiles européens et de redéployer quelques crédits pour renforcer la recherche sur les véhicules propres. Pire, en ne remettant pas en cause la stratégie de Lisbonne, en encourageant la recherche gains de productivité, en substituant au « made in zone euro » le « made by zone euro », elle aggrave la crise en provoquant la désindustrialisation de la zone Europe, la paupérisation de la majorité des salariés et des retraités, et la disparition de financement de la protection sociale.

Avec la présidence Tchèque de l'Union européenne, l'illusion construite par Sarkozy, d'une Europe refondant et moralisant le capitalisme, s'écroule, laissant apparaître au grand jour une Commission, une BCE incapable de changer de paradigmes et

enfermer dans une défense dogmatique de Traités rendus obsolètes par la crise, et un traité de Lisbonne devenu tellement invendable dont on remet la ratification à l'après juin 2009.

N'est-il pas pitoyable et ridicule de voir à Davos, une Lagarde, un Baroso et un Trichet, fustigeait le protectionnisme, ânonner leurs lieux communs sur le libre échange et la concurrence libre et non faussée, alors que Gordon Brown nationalise son secteur bancaire, qu'un projet de loi est en discussion en Allemagne permettant l'expropriation des actionnaires en cas de nationalisation bancaire, que presque tout les Etats se sont mis de par leur déficit budgétaire hors du traité de Maastricht, que le très capitaliste journal les Echos avoue que la flexibilité de l'emploi booste le chômage et que la lecture de Keynes et de Marx redevienne à la mode

Si les effets de la crise financière sur l'économie dite réelle commencent aujourd'hui à être appréhendés, les effets de boomerang entre le secteur réel et la sphère financière restent largement sous-estimés. Ceci contribue à entretenir la vision d'une reprise mécanique en 2010, ce qui relève d'un optimiste irresponsable quant à la profondeur et la durée de la crise actuelle. Le risque de passer en Europe d'une récession à vers une dépression existe et ne doit pas être sous-estimé.

En effet, en Europe, cela craque de partout :

L'Irlande, pays donné en modèle il y encore quelque mois par la droite a vu son taux de chômage passer de 4,7% à 8,3% en 1 an.

L'Espagne, autre soit disant pays modèle, le nombre de chômeurs est passé en 1 ans de 2 Millions de chômeur à plus de 3,3 on parle même de 4 millions chômeur d'ici 2010 avec un rythme actuel de 200.000 emplois détruits par mois, les ventes de détail ont chuté de 5,6% et les achats d'automobile de 41,6%.

En Grande-Bretagne où le secteur financier à perdu en trois mois 131.000 emplois, le système de retraite presque entièrement basé sur les fonds de pensions est en train de s'effondré.

La Hongrie a été mise sous tutelle du FMI. Idem Bulgarie

En Roumanie la situation est dramatique dans les hôpitaux qui sont en incapacité financière de renouveler leur stock de médicaments.

Les monnaies des anciens pays de l'Est s'effondrent, alors que les capitaux fuient, et que la dette de l'Etat, des entreprises, et des particuliers est remboursable en Euro.

Avec tous les risques de déstabilisation bancaire pour l'Autriche et l'Allemagne en cas de défaut de la dette.

Dans les pays baltes la situation est aussi très inquiétant, augmentation foudroyante du chômage, émeute, baisse de 15% des traitements des fonctionnaires imposés par le FMI.

La situation économique de l'Allemagne se dégrade de jour en jour, et l'Islande est au bord de la banqueroute alors que ce pays membre de l'espace économique de l'Union européenne était le deuxième pays le plus développé au monde selon l'Indice de développement humain de l'ONU en 2006.

Pendant des années on nous a dit : « il n'y a pas d'argent »

Pour les hôpitaux, pour l'école, pour l'Université et la recherche, pour les retraites, pour le logement social, et surtout pas d'argent pour les salaires

Hier encore, « au non de la concurrence libre et non faussée » l'Union européenne refusait 100 misérable millions d'euro nécessaires à la pêche artisanal pour sa survie.

Et aujourd'hui pour sauver les banquiers et les spéculateurs de tout acabit on trouve brusquement des milliers de milliards en violation total des règles de concurrence de l'Europe et sans aucune contre partie réelle.

C'est pourquoi il est temps de dire la vérité sur cette crise dite financière.

Sarkozy et le Patronat voudraient nous faire croire que cette crise ne serait qu'un regrettable accident de parcours du à quelques aventuriers de la finance et à une poignée de banquiers voyous, que le capitalisme ne serait pas en cause.

Les responsables la crise, ce sont ceux qui se sont gavés de dividendes, de produits financiers douteux, de spéculations, de parachutes dorés, de stocks options, au détriment de vos salaires, de vos pensions, de la sécurité sociale, des services publics, de l'école, de la recherche et de la culture. Ces prédateurs ont provoqué la crise en pompant toujours plus l'argent et les richesses de l'économie réelle pour leurs jeux financiers.

Pour réaliser leurs forfaits, il leur faut toujours plus de « réformes » visant à détruire sous toutes ses formes votre protection sociale.

Normal, car chaque Euro qui va à cette protection sociale est un euro de moins pour eux.

Pour le patronat, la Commission européenne et Sarkozy, l'équation est simple : les salaires, les retraites, les prestations sociales, l'emploi sont les variables à ajuster vers le bas, pour continuer à tirer les dividendes versés aux actionnaires vers le haut. Or c'est justement ces choix politiques qui sont les causes premières de la crise. Elles sont structurelles à un système qui arbitre systématiquement la répartition des richesses produites au profit du capital et au détriment de la rémunération du travail.

C'est pourquoi, face à la crise, se développe en Europe des mouvements sociaux nationaux forts, mais aussi un mouvement social authentiquement européen. Parce que partout ce sont les mêmes politiques qui ont été mises en œuvre, avec partout les mêmes conséquences.

Mouvements sociaux, en Grèce, en Italie, en Grande Bretagne, en Bulgarie, en France, en Allemagne mais aussi mobilisation européenne sur la directive temps de travail et sur le combat pour un salaire décent.

En France, le jeudi 19 mars des millions de salariés du privé comme du public, de retraités, de sans emplois, d'étudiants ont manifesté pour ne pas qu'on leur fasse

payer une crise dont ils ne sont pas les responsables mais dont ils sont parmi les premières victimes.

Face à ce mouvement social et au-delà des discours de circonstances sur la moralisation du capitalisme, Sarkozy, comme ses homologues européens et la Commission européenne, présentent des plans de relances qui ne visent que deux objectifs : sauver à coup de milliards publics les finances des riches et accroître la productivité du travail de chaque salarié.

Parlons clairement : Augmenter la productivité d'un salarié c'est l'obliger à gagner moins et en travaillant plus. Cette course à la productivité en Europe est vaine et suicidaire. Comment un travailleur employé en France au SMIC pourrait-il rivaliser sérieusement avec les collègues d'un autre pays de l'Union européenne, ou hors de l'Europe, où le salaire minimum est de 92 € mensuels, la protection sociale inexistante et l'impôt sur les sociétés quasi nul ?

Il faut prendre d'urgence des mesures européennes sous forme de taxe de protection anti-dumping fiscal, social et écologique. Il faut à nouveau contrôler et taxer les mouvements de capitaux, les technologies modernes de l'information, le permettent.

Mais aussi fort soit-il tout mouvement social national comme européen, dans les circonstances actuelles, a besoin pour aboutir d'être partie prenante de la construction d'une perspective politique à l'échelle nationale et européenne.

D'ailleurs les questions que posent le 19 mars comme les mouvement sociaux grecs, irlandais ou anglais sont avant tout politiques. Les acteurs du 19 mars ont fait sans le dire une grève politique, comme Mr Jourdain faisait de la prose sans le savoir.

En effet, tout à chacun a le sentiment diffuse que tout dépendra des politiques publiques qui seront mises en œuvre à l'échelle de la nation, de l'Europe et du monde, et donc des rapports de forces sociaux et politiques qui les induiront.

Or après la chute du mur de Berlin, du PS à la Droite, en passant par les Verts, on nous avait promis une Europe de paix et de progrès social, ouverte sur le monde et permettant de profiter des fruits de la mondialisation, tout en se protégeant de ses dangers.

On a eu une Europe qui accroît exponentiellement les inégalités de revenus dans et entre les Etats membres, fragilise les classes populaires et moyennes, et laisse le simple citoyen sans aucune protection face au ravage des prédateurs de la finance et à la crise systémique du capitalisme globalisé.

On a eu une Europe qui a consacré la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux, tout refusant la libre circulation des hommes, c'est l'Europe forteresse.

Ainsi, nos concitoyens sont confrontés à une Europe, qui n'a de cesse de casser leurs protections sociales, de démanteler leurs services publics, et de mettre les peuples et les territoires en concurrence forcenée.

Ils sont en colère contre cette Europe là, ils ont raison et nous partageons totalement leurs fureurs contre cette Europe Là.

Mais cette colère ne peut, ni doit déboucher sur un repli national-populiste, ni sur une

incantatoire et impuissante dénonciation d'une Europe au service du capital financier et internationalisé.

Non, il y a urgence à révolutionner l'Union européenne. Il y a urgence à changer en profondeur, radicalement ses buts et moyens sinon nous courons à une catastrophe économique, sociale, écologique et politique, qui débouchera sur la misère, le populisme et la guerre.

Le choix ne peut plus donc se circonscrire à une Europe, régie par « une économie sociale et écologique de marché » où le seul débat politique possible serait de savoir si on bouge un petit peu plus le curseur vers social, ou vers écologie ou vers marché, tout en sachant qu'il revient inexorablement vers le marché comme l'aiguille d'une boussole vers le Nord.

Cette urgence de changement radical devient d'autant plus crédible, que sous la pression des contradictions provoquées par la crise les dogmes fondateurs de l'Union européenne, que la droite, les verts et le PS avaient soutenu mordicus notamment lors de la campagne du référendum sur la constitution européenne, sont un à un remis en cause par ceux même qui en avaient été les promoteurs les plus acharnés.

Certes Baroso, le président de la Commission européenne, Trichet, le président de la BCE et Sarkozy, avec plus ou moins de talent feignent d'organiser des événements qui les dépassent largement.

Mais malgré eux, une fenêtre s'est ouverte qui peut rendre crédible et possible de refonder l'Europe sur d'autres principes que la concurrence de tous contre tous.

Oui dans les consciences, une fenêtre s'est ouverte, nous le constatons quotidiennement, au travers des milles rencontres sur la crise que notre Parti organise.

Sortir de la crise, demande à la France et l'Europe de s'engager dès maintenant dans une autre politique économique, un autre modèle de développement en rupture total avec celui du libéralisme.

Cela implique dès maintenant une révision de la charte de la BCE pour la mettre au service d'une croissance créatrice d'emplois en Europe.

On ne peut plus se contenter d'invoquer « une autre Europe », « un processus constituant », « un plan B », ou de promettre une chimérique sortie de l'Union européenne.

D'ailleurs la Norvège, l'Islande, la Suisse, qui sont hors de l'Union européenne mènent-elles une autres politiques économique : NON !

C'est pourquoi il faut oser un véritable projet de « reconstruction » de l'Union européenne, co élaboré avec les citoyens et les forces progressistes en Europe, sur des bases de progrès social, d'égalité, de coopération. Ce qui implique de conquérir une autre majorité politique au Parlement européen

Nous devons faire de cette démarche et de ce mouvement un objet politique lors des élections européennes du 7 juin 2009.

C'est tout le sens de l'initiative pour un front de Gauche lancé par notre Parti en octobre 2008.

Nous devons avoir de grandes ambitions. Et cette condition, ces élections peuvent, représenter l'occasion de changer la donne en France et en Europe, et par là même dans les relations internationales.

Il faut au Parlement, des voix d'un monde bien étranger à celui des Institutions de l'Union européenne.

Ce monde est celui des salariés, des agriculteurs, des artisans pêcheurs, des chômeurs, des retraités, des étudiants de l'Île de France. Un monde où se succèdent les « plans sociaux », les fermetures de sites industriels. Un monde où les salaires stagnent, le pouvoir d'achat s'effondre et la précarité détruit la foi en l'avenir. Un monde où l'on désespère de l'Europe et où l'on craint avec un juste bon sens de classe, la mondialisation. C'est ce monde là qui a rejeté massivement le traité constitutionnel européen en 2005.

Quel fossé entre ce monde et celui des princes et seigneurs qui fréquentent les palais du Pouvoir européen !

Pour eux, l'Europe n'est qu'un territoire peuplé uniquement de consommateur qui ne doit avoir ni avenir agricole, ni avenir industrielle.

Jean Claude Trichet n'hésite pas à proclamer, Urbi et Orbi, que les bas et moyens salaires sont trop haut en Europe et qu'il fera tout pour les faire baisser. La majorité de droite du Parlement européen, explique, sans crainte du ridicule, qu'un chirurgien ou un camionneur de moins de 35 ans, doivent pouvoir travailler plus de 48 heures hebdomadaires pour la bonne et simple raison qu'ils sont jeunes.

Mais au delà de ce côté « s'ils n'ont pas de pain qu'ils mangent de la brioche », ce qui prédomine c'est la volonté politique implacable et totalitaire des appareils institutionnels de l'Europe, d'enfermer les peuples dans un carcan ultralibéral.

Il s'agit de faire qu'à terme, du berceau au cercueil, tous les aspects de la vie de nos concitoyens soient régis par le libre échange et la concurrence de tous contre tous.

Faute de « plan B », le plan D comme dictature des marchés est en route.

C'est pourquoi, on ne peut plus se contenter d'invoquer « une autre Europe », « un processus constituant », « un plan B », ou de promettre une chimérique sortie de l'Union européenne.

On ne peut se contenter d'être l'homme sans solution, l'homme de la désespérance, l'homme de l'attente d'un hypothétique grand soir, comme Besancenot et son NPA.

On ne peut se contenter de l'Etat des choses en essayant seulement de changer à la marge les choses comme le fait le PS.

On ne peut pas non plus tout focaliser sur les enjeux environnementaux en les opposant à l'emploi et à la satisfaction des besoins humains comme le font les verts.

C'est dans un cas comme dans un autre, ignorer ceux qui souffrent le plus de la crise, c'est dans un certain sens les mépriser.

Il faut oser un véritable projet de « reconstruction » de l'Union européenne sur des bases de progrès social, d'égalité, de coopération et de paix.

Pour cela, il faut que les forces véritablement progressistes se renforcent au Parlement et deviennent à terme majoritaire.

C'est tout le sens de notre engagement politique.

Avant de conclure permettez moi de parler d'Europe sociale

S'il est bien un sujet tabou dans les cénacles de la Commission et du Conseil et qui est à peine toléré, c'est bien celui de l'Europe sociale et plus particulièrement de l'idée même de démocratie sociale.

En effet, en 52 ans d'existence, la Commission et le Conseil n'ont soit rien fait en matière de social en se retranchant derrière le principe de subsidiarité, soit elles ont contribué au nom du principe de concurrence à démanteler les dispositifs nationaux les plus avancés en matière de protection sociale.

Les exemples des directives temps de travail et service sont malheureusement édifiants à cet égard, j'y reviendrai.

Alors comment s'étonner qu'aux yeux de nos concitoyens, les institutions de l'Union européenne soient si peu légitimes ?

Ainsi, lorsque Jacky Hénin interpelle la Commission européenne sur le cas de la société italienne de textile industriel STAF, qui met sept de ses salariés de son site en France, devant le dilemme d'un reclassement en Turquie pour un salaire mensuel de 230 € brut ou d'un licenciement sec, et que je demande à la Commission au nom du principe de responsabilité sociale des entreprises, une directive permettant de prohiber de telles pratiques, et d'exiger dans de tels cas le remboursement des aides publiques perçues par l'entreprise. Comment admettre que la Commission me réponde, je cite, « qu'une directive en matière de responsabilité sociale des entreprises ne fait pas partie de la politique de la Commission, qu'elle est certes consciente des conséquences négatives que les restructurations d'entreprises peuvent avoir sur les travailleurs affectés, leurs familles et la région, mais qu'il ne lui appartient pas de se prononcer ou d'interférer dans la prise de décision au sein des entreprises, à moins qu'une violation du droit communautaire n'intervienne. »

Cette cynique réponse nous fait plonger au cœur du problème : Le logiciel actuel des institutions européennes fait que la démocratie s'arrête aux portes des entreprises et de l'économie, et que le social est synonyme de caritatif et de coût.

Ce logiciel est source de terribles gâchis. Ainsi, une étude récente de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail évaluait à 4% du produit intérieur brut, c'est-à-dire le montant du plan Paulson, le coût pour l'Union, de tous les problèmes de santé liés à l'insécurité sociale au travail.

Or la plupart de ces problèmes de santé ont pour origine le stress dû à la flexibilité, à la précarité et à l'insécurité sociale généralisée de nos sociétés libérales. En effet, de nombreux travaux scientifiques ont établi que le stress au travail est à l'origine de nombreuses pathologies: maladies cardiovasculaires, troubles musculosquelettiques, dépressions, tabagisme, alcoolisme, etc.

On voit ainsi qu'il est vraiment temps pour l'Union de mettre le patronat devant ses responsabilités sociales en termes de prévention comme en termes de réparation des préjudices subis par les salariés

Mais comment des Institutions et une majorité parlementaire, si proches des milieux d'affaires, si éloignées des syndicats de salariés, et qui confondent l'Intérêt général des peuples de l'Union avec les intérêts particuliers des marchés financiers, pourraient-elles le faire ?

Dans le contexte actuel, ce ne sont pas le sort des banquiers qui doit nous inquiéter, mais celui des petites gens qui comme nous partout en Europe risquent ou sont en train de perdre à la fois leur toit, leurs économies, leur retraite, leur assurance santé et leur emploi.

Pour moi, le seul moyen de les protéger et de faire repartir l'économie, c'est de forger au plus vite un bouclier social européen garantissant emploi, formation, logement, retraite, santé, temps et condition de travail. A cet égard, force est de constater que le « fond européen d'aide à l'adaptation à la mondialisation » avec ses ridicules 63 millions euros, alors que pour sauver les marchés financiers on compte en centaine de milliards d'euros, n'est qu'une sinistre bouffonnerie communicationnelle.

Tout ceci pose avec vigueur la question des droits et pouvoirs d'intervention des salariés dans leurs entreprises au niveau national et européen.

Certes à quelque mois des élections européennes, la Commission s'est vu contrainte d'exhumer la directive sur les comités européens d'entreprise. L'effort était méritoire, mais le contenu faible.

Il est vraiment nécessaire que les Comités européens d'entreprise deviennent de véritables lieux de démocratie sociale donnant aux salariés les pouvoirs d'interventions nécessaires sur les choix stratégiques des entreprises. Ces nouveaux pouvoirs permettraient par exemple d'empêcher un groupe international comme Renault-Nissan de mettre en concurrence sauvage les travailleurs de France, d'Espagne, de Roumanie, de Tchéquie... De tels pouvoirs auraient permis d'éviter à EADS, la catastrophe industrielle qu'a connue l'Airbus A380.

Oui, il y a urgence à mettre au cœur des institutions européennes la démocratie sociale, si on ne veut pas qu'à terme, justement à cause de la question sociale, la zone Euro puis l'Union européenne éclate faisant sombrer notre continent dans la misère et le chaos économique.

En effet comment croire qu'un territoire politique puisse continuer à exister longtemps,

lorsque le salaire minimum varie d'un bout à l'autre de l'Union de 92€ (Bulgarie) à 1570€ (Luxembourg),

lorsque la région de Lubelskie en Pologne dégage un PIB par tête de 6764€ alors que celui de Francfort est de 68751€ ;

lorsque pour les critères de développement humain l'un des Etats membres de l'UE, la Suède se place à la 2^e place mondiale et que son voisin de l'autre rive de la Baltique la Lettonie est au 50^e rang,

lorsque de plus en plus le revenu médian de chaque européen s'éloigne du revenu moyen.

A ce titre, la directive service en prolongeant la mise en concurrence des territoires par une mise en concurrence directe des hommes est un facteur de plus de destruction de la cohésion sociale de l'Union européenne, surtout quand elle est couplée avec les jurisprudences de la cour européenne d'injustice.

Ainsi, depuis 2007, la Cour de Justice européenne prend fait et cause en faveur du dumping salarial :

- 11 décembre 2007: la Cour condamne une action syndicale qui s'opposait à ce qu'un armateur finlandais, Viking, ré-immatricule son ferry en Estonie pour casser les salaires des marins;
- 18 décembre 2007: la Cour condamne à nouveau des syndicats - cette fois en Suède, à Vaxholm - pour avoir bloqué les travaux d'une entreprise lettone qui refusait d'appliquer la convention collective en vigueur dans ce secteur;
- 3 avril 2008: la Cour condamne le Land de Basse-Saxe, en Allemagne, coupable d'avoir institué un salaire minimum s'imposant à toute entreprise de construction obtenant un marché public. La Cour donne ainsi raison à un sous-traitant polonais d'une société allemande qui versait à ses ouvriers des salaires inférieurs de moitié à la règle en vigueur. C'est l'arrêt Rüffert.

Dans les trois cas, la raison de fond invoquée par la Cour pour justifier sa décision encourageant le dumping salarial a été la même: le droit communautaire interdit toute mesure " susceptible de rendre moins attrayantes" les conditions faites à une entreprise d'un autre État membre, car cela "constitue une restriction à la libre prestation des services" ou à la liberté d'établissement, lesquelles comptent parmi les "libertés fondamentales garanties par le traité."

C'est tout simplement inacceptable! Où est la place du social dans une telle logique libérale? En effet, toute avancée sociale dans un pays rend, d'une certaine manière, son marché "moins attrayant" pour les entreprises...

Dans les trois cas, la fameuse directive de 1996 sur le détachement des travailleurs n'a pas apporté la moindre protection aux salariés concernés. Au demeurant, la Cour précise que "cette directive (vise) à réaliser la libre prestation de services" et non, comme on le dit souvent, à protéger les travailleurs.

Enfin, dans les trois cas, la Cour a pris sa décision à la lumière non seulement du texte de la directive en question, mais d'articles précis du traité - article 43 dans le premier cas, article 49 dans les deux autres, tous deux étant repris tels quels dans le projet de traité de Lisbonne en cours de ratification.

Il est donc clair qu'il ne suffira pas d'amender une directive pour surmonter le problème posé par ces arrêts. Qui veut rétablir la primauté des droits sociaux sur la liberté du commerce doit demander la révision des traités - en particulier sur les articles invoqués par la Cour pour justifier ses récentes décisions.

Alors que les pendus de Chicago sont morts en 1886, pour la journée de 8 heures et la semaine de 40 heures, voilà qu'en ce début du 21^e siècle et en cette fin de législature, la grande innovation sociale de la Commission européenne et du Conseil devait être de repousser le plafond de la durée maximale hebdomadaire du travail de 48 heures à 65 heures, voire jusqu'à 72h.

Heureusement, sous pression du mouvement syndical européen, il s'est trouvé une majorité au Parlement pour repousser cette disposition de régression sociale. Le groupe GUE/NGL, a joué un rôle majeur dans cette mise échec de cette mesure antisociale et soyons en fier.

Soyons claires nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'il faut nous retrancher derrière nos frontières nationales, bien au contraire, nous sommes persuadés que les peuples et les nations d'Europe ont besoin d'une Europe sociale forte face à un patronat européen très bien organisé. Les problèmes de santé, de retraite, de temps de travail, et de salaire ne pourront être résolus qu'au niveau de l'Union et par une convergence planifiée et le plus rapide possible vers le haut.

Avec une crise qui tire son origine dans la politique de déflation salariale menée par la BCE et la FED. Disons-le haut et fort, l'augmentation des bas et moyens salaires ne doit plus être une expression taboue en Europe

Partout dans l'Union les syndicats se mobilisent sur la question des salaires, de la précarité et du travail décent. C'est nouveau et positif

Reste que maintenant le problème est politique : Soit dans l'Union on considère le social comme un coût et la démocratie comme une contrainte pour l'économie, soit au contraire on en fait des moteurs d'une croissance répondant aux besoins humains avec comme finalité l'émancipation du genre humain.

Il devrait être de la responsabilité politique de la majorité du futur Parlement de faire éclater cette contradiction à l'échelle de l'Union

OUI, l'Union européenne a besoin d'urgence d'une authentique démocratie sociale, sinon elle éclatera comme une baudruche sous les pressions centrifuges de la globalisation financière.

Sortir de la crise pour l'Union européenne de ne plus s'enfermer dans l'équation du libre échange où les salaires, les retraites, les prestations sociales, l'emploi sont toujours les variables à ajuster vers le bas, pour continuer à tirer vers le haut les dividendes versés aux actionnaires et les ressources allouées à la finance.

C'est justement cette équation qui est la cause et le moteur de la crise en Europe. Il faut inverser les facteurs

Ce demande d'en finir avec les dogmes libéraux comme :

- L'interdiction absolue par la BCE et les Banques centrales nationales de participer par création monétaire au financement de la dette publics et des déficits.
- Le pacte de stabilité et l'obsession de la baisse des dépenses publics.
- Il faut revenir sur toutes les directives de déréglementation et de privatisation des services publics, pour travailler à de vrai services publics à l'échelle européenne.
- Casser la stratégie de Lisbonne.
- Casser le marché unique des capitaux et des marchandises dans l'Union européenne.
- Casser le cycle de Doha, pour réformer fondamentalement l'OMC et dépasse le libre échange.

Au cœur de notre campagne, il doit y avoir la promotion d'un nouveau modèle social et économique basé sur une sécurisation commune de l'emploi, de la formation, des salaires et des retraites. Cela implique de reprendre via la BCE et la BEI, la maîtrise publique du crédit et d'établir sa sélectivité : Taux très bas, voir négatif pour tout ce qui développe l'emploi, la formation, l'investissement utile, Taux très fort pour tout ce qui favorise la spéculation, les délocalisations....Cela passe par un pôle public bancaire européen.